

Croissance inclusif et lutte contre la pauvreté dans la région MENA

Inclusive growth and poverty alleviation in the MENA region

HENNI Amina¹,*** bouzid soufyane²,****Bougoffa abdelheg³**¹*Université de Mostaganem (algerie), amina.henni@univ-mosta.dz*²*Université de Mostaganem (algerie), soufiane.bouzid@univ-mosta.dz*³*Université de ouargla (algerie), Bougoffa.abdalheg@univ-ouargla.dz*

Received: 19/05/2019

Accepted: 24/09/2019

Published: 30/12/2019

Résumé:

Face aux fluctuations des prix de pétrole, à l'augmentation des conflits, à l'inégalité des revenus et à l'écllosion de la pauvreté, la région MENA doit se doter de programmes de développement et des politiques nécessaires à la relance économique, à l'amélioration de l'investissement, à la réduction du chômage et au renforcement de l'éducation et des prestations de services. Sachant que selon la banque mondiale, 14% de la population de la région vivent avec moins de 3.20 dollars PPA par jour. Le but de cet article est de tracer un aperçu sur l'état de la pauvreté dans la région MENA à travers un ensemble d'indicateurs et de faire le point sur les politiques de développement susceptibles d'amener la région MENA à une croissance inclusive. Ainsi, les pays de la région devraient s'engager dans des réformes profondes qui permettraient de gérer le secteur public efficacement, d'encourager l'entrepreneuriat et de lutter contre la corruption et les inégalités.

Mots clé : Pauvreté, inégalités, politiques de développement, croissance inclusive, région MENA**JEL Classification :** E20, H25**Abstract:**

Faced with fluctuations in oil prices, increasing conflicts, income inequality and the emergence of poverty, the MENA region must adopt the development programs and policies necessary for economic recovery, improving investment, reducing unemployment and strengthening education and service provision. Knowing that according to the World Bank, 14% of the population of the region live on less than 3.20 PPP dollars per day.

The purpose of this article is to provide an overview of the state of poverty in the MENA region through a set of indicators and to take stock of development policies likely to bring the MENA region to inclusive growth. Thus, countries in the region should embark on far-reaching reforms that would manage the public sector effectively, encourage entrepreneurship and fight corruption and inequality

Keywords: Poverty, inequality, development policies, inclusive growth, MENA region**JEL Classification:** E20, H25

* Corresponding author.

I. Introduction

La lutte contre la pauvreté et l'inégalité occupe une place prépondérante dans les programmes de développement économiques des pays. Considérée comme étant une situation dans laquelle un individu n'a pas de revenu nécessaire pour subvenir à ses besoins, elle est un fléau redouté par toutes les économies et les organismes internationaux.

L'acceptation récente de la pauvreté couvre plusieurs dimensions. De ce fait, et comme l'atteste plusieurs organismes internationaux, le bien-être des êtres humains ne se limite pas en la nutrition et la santé. Les réalités des sociétés contemporaines impliquent d'autres facteurs comme la liberté individuelle, l'exclusion sociale et l'accès aux services bancaires et financiers.

La région MENA (hors revenu élevé) est classée selon la Banque mondiale dans le groupe à faible revenu. Elle a la particularité de l'hétérogénéité des économies qui la constituent. Ainsi, on trouve des économies riches comme les pays du Golf, des pays riches en hydrocarbures avec une main d'œuvre abondante comme l'Iran et l'Algérie, les pays pauvres en hydrocarbures mais qui présentent une certaine diversification de l'économie comme la Tunisie, le Maroc, l'Égypte et la Jordanie, et enfin, des économies moins développées comme le cas du Yémen, de la Mauritanie et du Sud du Soudan.

De ce fait, la pauvreté diffère dans cette région du monde. Bien qu'elle soit classée parmi les régions où la pauvreté extrême est la moins propagée. Il existe des régions qui souffrent de malnutrition, de maladies pouvant être évité et de conditions de vie très pénible. C'est dans ce sens qu'on pose la problématique suivante :

Quelles sont les politiques de développement et de croissance inclusif qui permettraient de lutter contre la pauvreté et l'inégalité dans la région MENA?

Pour répondre à cette problématique, nous développons l'hypothèse qui prédit que les politiques qui assurent la stabilité économique, politique et sociale permettraient d'atteindre une meilleure croissance inclusif et de lutter contre la pauvreté et l'inégalité.

Dans cet article, nous présentons un cadre théorique dans lequel nous présentons la pauvreté avant de tracer le lien entre la pauvreté, l'inégalité et la croissance. Ensuite, nous discutons certaines politiques susceptibles d'influencer positivement la croissance inclusive. L'étude empirique de cette communication comprend l'étude de la pauvreté et de l'inégalité dans la région MENA à travers certains indicateurs et la discussion de certaines politiques de développement qui s'inscrivent dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'inégalité dans la région.

II. Pauvreté et inégalité : cadre théorique

a. Définition de la pauvreté selon le PNUD

Selon le PNUD, « une personne vit dans la pauvreté extrême si elle ne dispose pas des revenus nécessaires pour satisfaire ses besoins alimentaires essentiels – habituellement- définis sur la base de besoins caloriques minimaux ». Cependant, « une personne vit dans la pauvreté générale si elle ne dispose pas des revenus suffisants pour satisfaire ses besoins essentiels non alimentaires – tels l'habillement, l'énergie et le logement – et alimentaires ». Enfin, et selon la même source, la « pauvreté humaine » se résume dans l'« absence des capacités de base : analphabétisme,

Croissance inclusif et lutte contre la pauvreté dans la région MENA

malnutrition, longévité réduite, mauvaise santé maternelle, maladie pouvant être évitée ». (Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 2000)

Cette définition de la pauvreté distingue trois types de pauvreté ; « pauvreté extrême », « pauvreté générale » et « pauvreté humaine »(onu). Il s'agit de l'une des définitions les explicites de la pauvreté. Une autre définition, tout aussi importante que la première est la définition de la banque mondiale.

b. Définition de la pauvreté selon la Banque mondiale

Cette institution distingue entre la pauvreté absolue et la pauvreté relative. La pauvreté absolue sous-entend un niveau de revenu nécessaire pour assurer la survie des personnes. Généralement, un seuil est calculé selon un régime alimentaire de base. Comme son appellation l'indique, la pauvreté relative correspond à une conception plus axée sur la répartition des revenus ; elle désigne avoir moins que les autres. Ainsi, la pauvreté relative suggère un niveau de revenu nécessaire pour avoir la possibilité de vivre dans une société particulière (logement, éducation, habillement,...). Il est clair que l'aspect monétaire règne sur la définition de la pauvreté par la banque mondiale. Cependant cette dernière ne se contente pas de cette présentation simple et limitée de la pauvreté. Elle évoque également les interrelations entre les différentes facettes de la pauvreté, qui par sa complexité, implique des études approfondies de certains secteurs comme la santé, l'éducation, la vulnérabilité (l'incertitude et le risque frappant particulièrement les populations pauvres), le manque de parole et le manque de pouvoir. (Benicourt, 2001)

c. Autres définitions

Pour plusieurs auteurs, la définition de la pauvreté absolue initiée par la Banque mondiale est grossière, irréaliste et fallacieuse car elle ne prend pas en compte des facteurs comme la dimension des familles, les besoins sociaux, culturels et civiques, les disparités entre les prix et les différences géographiques. Pour d'autres auteurs comme Sen (1987, 1992, 1999), la définition de la pauvreté relative et subjective sous-estime le noyau absolu nécessaire pour assurer une existence minimale. En d'autres termes, les dimensions individuelles de la pauvreté définies par les grands ensembles des forces de la société (comme l'éducation, la santé, la nutrition, les relations entre les sexes et le statut ethnique) jouent un rôle prépondérant dans la définition de la capacité de la personne à fonctionner ou réaliser quoique ce soit. D'où, tout débat sur la pauvreté doit prendre en considération les aspects d'exclusion économique, politique, civique ou culturelle. Ces aspects sont omniprésents dans la vie sociale des individus et contribuent à leur bien-être ou constituent des menaces. (Wagle, 2002)

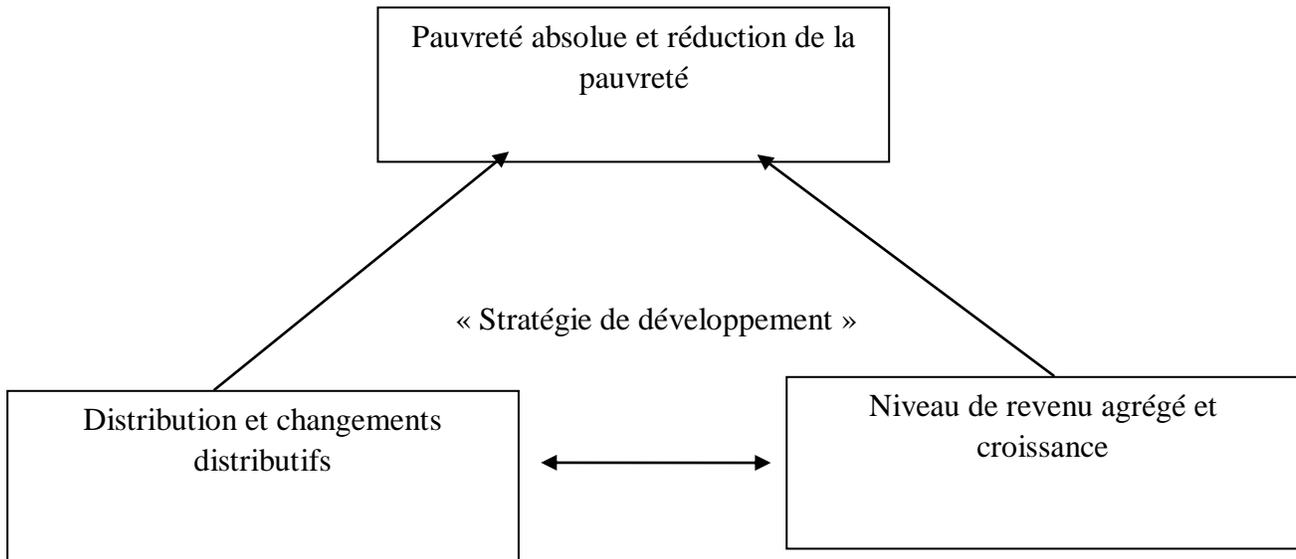
D'où, il n'existe pas de consensus sur une définition définitive sur la pauvreté. Elle peut prendre en considération plusieurs dimensions et dépend de la période et de la zone géographique dans laquelle elle se trouve.

d. La relation entre l'inégalité, la pauvreté et la croissance

L'inégalité (ou la distribution) désigne « les écarts de *revenu relatif* dans l'ensemble de la population, c'est-à-dire aux différences de revenu obtenues après normalisation des données observées par rapport à la moyenne de la population de façon à les rendre indépendantes de l'échelle

des revenus »(Bourguignon, 2004). D’où, si on accepte la définition de la Banque mondiale, la diminution de la pauvreté passe inévitablement par une meilleure distribution des revenus (lutte contre l’inégalité) qui ne peut être atteinte qu’à travers des politiques de développement visant une meilleure croissance économique, et donc, une augmentation des revenus comme le montre la figure ci-dessous.

Figure 01 : Le triangle Pauvreté –Croissance- Inégalité (PCI)



Source : (Bourguignon, 2004, p32)

Concept de croissance inclusive

La figure dans la section précédente montre qu’une meilleure croissance économique engendre plus de revenue, et donc, une réduction de la pauvreté et un meilleur mode de vie pour la population. Or, ils existent certains pays qui, malgré une croissance économique rapide, la pauvreté absolue touche une grande partie de la population comme le cas de la chine et de l’inde. D’où, il est nécessaire de revenir sur le concept de la croissance inclusive.

Selon Lanchovichina & Lundstrom (2009) (Elena Ianchovichina, 2009): « la réduction rapide et durable de la pauvreté exige une croissance inclusive permettant aux individus de contribuer à la croissance économique et d’en bénéficier... Toutefois, pour que cette croissance soit durable à long terme, elle doit être étendue à tous les secteurs et implique la majeure partie de la population active du pays ... L’approche de la croissance inclusive implique une perspective à long terme dans la mesure où elle se focalise sur l’emploi productif plutôt que sur la redistribution des revenus directs comme moyen d’amélioration des revenus pour groupe marginalisés ... la croissance inclusive privilégie une analyse ex-ante des sources et des freins à une croissance soutenue, forte et pas seulement un seul groupe de population – les pauvres. Cette analyse porte sur les techniques permettant d’intensifier le rythme de la croissance en s’appuyant plus largement sur les couches de la population active qui stagnent dans des activités à faible productivité ou sont totalement exclues de croissance ». (FEMISE, 2012)

Donc, une croissance économique rapide ne permet de lutter contre la pauvreté que dans le cas où elle est inclusive et touche ainsi la majorité de la population du pays ou de la région.

III. Politique de développement et croissance inclusive

Plusieurs stratégies et politiques peuvent s'inscrire dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et la relance de la croissance inclusive. Ces stratégies sont recommandées par plusieurs auteurs et organismes internationaux comme la Banque mondiale et le PNUD.

- La bonne gouvernance (Benicourt, 2001, p18)

Selon le PNUD (2000a), la bonne gouvernance « englobe les méthodes que les sociétés utilisent pour distribuer le pouvoir, et gérer les ressources et les problèmes d'ordre public ». Elle se base sur trois fondements : la maîtrise (soit la contribution des pauvres dans les prises de décisions politiques), l'équité (c'est-à-dire l'égalité des chances) et la responsabilité (en d'autres termes, la transparence politique et le comportement de la classe politique face aux citoyens).

- La démocratie

Une structure politique démocratique fondée sur des élections libres est une nécessité pour la lutte contre la pauvreté. Selon la banque mondiale, et en étudiant le lien entre un régime politique et la baisse de la pauvreté, parmi les dimensions clé de la pauvreté, on trouve les manques de voix ou de pouvoir. De ce fait, la démocratie qui étant un aspect de la liberté humaine très cher aux yeux des citoyens, a un grand effet sur les vies et les capacités de la population. Les libertés politiques sont très favorables mais insuffisants pour la lutter efficacement dans la lutte contre la pauvreté.

- la decentralization (TABI, 2008)

D'un point de vue économique, la décentralisation assure une allocation efficace des ressources selon plusieurs chercheurs comme Musgrave (1983) et Oates (1972). Politiquement, la décentralisation pourrait guider l'action des gouvernements et des décideurs et favoriser la responsabilité politique améliorant ainsi la gouvernance. Il s'agit du résonnement de d'autres chercheurs comme Blair (2000), Manor (1999), Crook & Manor (1998). Ainsi, la décentralisation pourrait contribuer substantiellement dans le processus de la lutte contre la pauvreté.

- Rôle de la société civile (Benicourt, 2001,p19)

Le rôle fondamental de la société civile est de soutenir les intérêts des pauvres. Le PNUD trouve que les organisations civiles sont nécessaires pour influencer l'orientation de la vie des pauvres. La banque mondiale admet la même hypothèse en proposant d'instaurer un cadre administratif et judiciaire clair et sans obstacle à la création des organisations des pauvres. Ainsi, tous les segments de la population vont être représenté et écouté dans un débat public qui fait entendre que la lutte contre la pauvreté assure le bien-être des pauvres comme celui des non-pauvres, tout en réduisant les conflits sociaux.

- Les politiques de croissance

Les politiques de croissance sont nécessaires dans la lutte contre la pauvreté. Tous les pays en développement qui ont connu une croissance économique rapide et durable, ont enregistré une diminution dans le nombre des personnes pauvres. Une seule condition est nécessaire ; la distribution équitable des revenus. Ainsi, les spécificités et les politiques nationales jouent un rôle prépondérant dans la réussite des politiques de croissance à atténuer la pauvreté. (Rodrik, 2000)

Aussi, les actions du domaine économique ne sont pas suffisantes pour atteindre une croissance inclusive. Selon la Banque mondiale, « un environnement d'affaires contribuant à l'investissement privé et aux innovations technologiques est nécessaire, tout comme l'est la stabilité politique et sociale pour poser les bases de l'investissement public ou privé ... Les marchés sont centraux dans la vie des pauvres. Les faits montrent qu'en moyenne les pays qui sont ouverts aux échanges internationaux et qui ont des politiques monétaires et fiscales saines ainsi que des marchés financiers bien développés profitent d'une croissance plus élevée. Là où des réformes en faveur du marché ont été réalisées avec succès, en moyenne, la stagnation a pris fin, et la croissance est répartie ». (Benicourt, 2001, p 20)

Après avoir eu une idée sur les stratégies pouvant être adoptées pour atteindre une croissance inclusive et lutter contre la pauvreté, il est intéressant d'étudier la question dans la région MENA.

IV. Pauvreté, inégalité, prospérité et politique de développement dans la région MENA

a. Pauvreté et inégalité dans la région MENA

- Pauvreté extrême dans la région MENA

Selon l'étude de Mokaddem et Boulila (Lamia Mokaddem, 2011), la région MENA est l'une des régions des pays en voie de développement où le taux de la pauvreté extrême est parmi les plus faibles.

Comme le montre le tableau ci-dessous, le pourcentage de la population pauvre, disposant de moins de 1.90 \$ par jour (PPA 2011) par rapport à la population totale a nettement diminué depuis les années 1980. Ce pourcentage est passé de 9.7% en 1984 à 3.8% en 1999, pour atteindre un taux de 2.7% en 2008 et 2011. En ce qui concerne les pays riches en hydrocarbures (comme l'Iran et l'Algérie), cette baisse revient à la hausse des prix du pétrole qui en augmentant les PIB par habitant a favorisé la distribution des revenus et la lutte contre la pauvreté extrême. Par contre, la baisse de la pauvreté dans les pays pauvres en ressources naturelles mais qui dispose d'une certaine diversification des économies (comme le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie), est due aux différentes politiques et réformes adoptées par les pays de la région dans le but de développer le secteur privé.

Cependant, nous constatons une hausse du ratio de la pauvreté extrême en 2015. Cette hausse est due probablement aux événements qui ont surgi dans la région, notamment les effets du printemps arabe, la guerre au Yémen et la guerre civile dans le sud du Soudan (wordbank).

Croissance inclusif et lutte contre la pauvreté dans la région MENA

Tableau 1 : La population pauvre disposant de moins de 1.90\$ par jour (PPA 2011) en pourcentage de la population

	1984	1999	2008	2011	2015
Ratio de la population pauvre disposant de moins de \$ 1,90 par jour (2011 PPA) (% de la population)	9.7%	3.8%	2.7%	2.7%	5%

Source: Banque Mondiale

Il faut rappeler que ce taux augmente lorsque le revenu minimum est de 2\$ par jour. Selon la banque mondiale (2007), la population de la région MENA vivant en dessous de 2\$ par jour est de 17% soit environ 51 millions.

- Alphabétisme dans la région MENA

La baisse du taux de la pauvreté extrême peut être également le résultat du développement du taux d'alphabétisme qui a connu une augmentation considérable passant de 43% en 1985 à 61% en 2016. L'acquisition de certaines connaissances permet d'offrir des opportunités de travail, réduisant ainsi la pauvreté dans la région. Ce taux diffère d'un pays à l'autre et tend à être plus élevé dans les pays les plus démunies.

Tableau 2 : Taux d'alphabétisme dans la région MENA

	1985	2000	2007	2011	2016
Taux d'alphabétisme	43%	51%	54%	57%	61%

Source: Banque Mondiale

- La prospérité dans la région MENA

L'une des manières qui permet d'évaluer le bien-être des individus dans un pays est l'utilisation de l'indice de Legatum (prosperity). Cet indice explique comment qu'un pays a trouvé les voies d'accès pour réduire la pauvreté et se diriger vers la prospérité. Il s'appuie sur 9 principaux piliers : la qualité économique, l'environnement des affaires, la gouvernance, la liberté individuelle, le capital social, la sécurité, l'éducation, la santé et l'environnement. L'indice couvre les données de 149 pays sur une période de 11 ans.

Le tableau ci-dessous classe les pays de la région MENA selon l'indice de prospérité de Legatum. Nous constatons que le premier pays de la région en matière de prospérité est les Émirats Arabes Unis qui se trouvent à la 39^{ème} place mondiale, suivi par le Qatar à la 47^{ème} place mondiale. Cependant, d'autres pays de la région sont loin derrière comme l'Algérie qui se trouve à la 116^{ème} place mondiale, l'Égypte à la 120^{ème} place, la Mauritanie, le Soudan et le Yémen qui se trouvent respectivement à la 144^{ème}, 147^{ème} et 149^{ème} place. Ceci confirme l'hétérogénéité en matière de pauvreté et de prospérité au sein des sociétés de la région MENA.

Tableau 3 : Le classement de certains pays de la région MENA selon l'indice de Legatum

Pays	Classement	Pays	Classement
Émirats Arabes Unis	39	Liban	105
Qatar	47	Algérie	16
Bahreïn	62	Iran	117
Oman	73	Egypt	120
Arabie Saoudite	78	Libye	136
Koweït	80	Iraq	142
Jordanie	92	Mauritanie	144
Tunisie	94	Soudan	147
Maroc	97	Yémen	149

Source: The Legatum prosperity index 2017

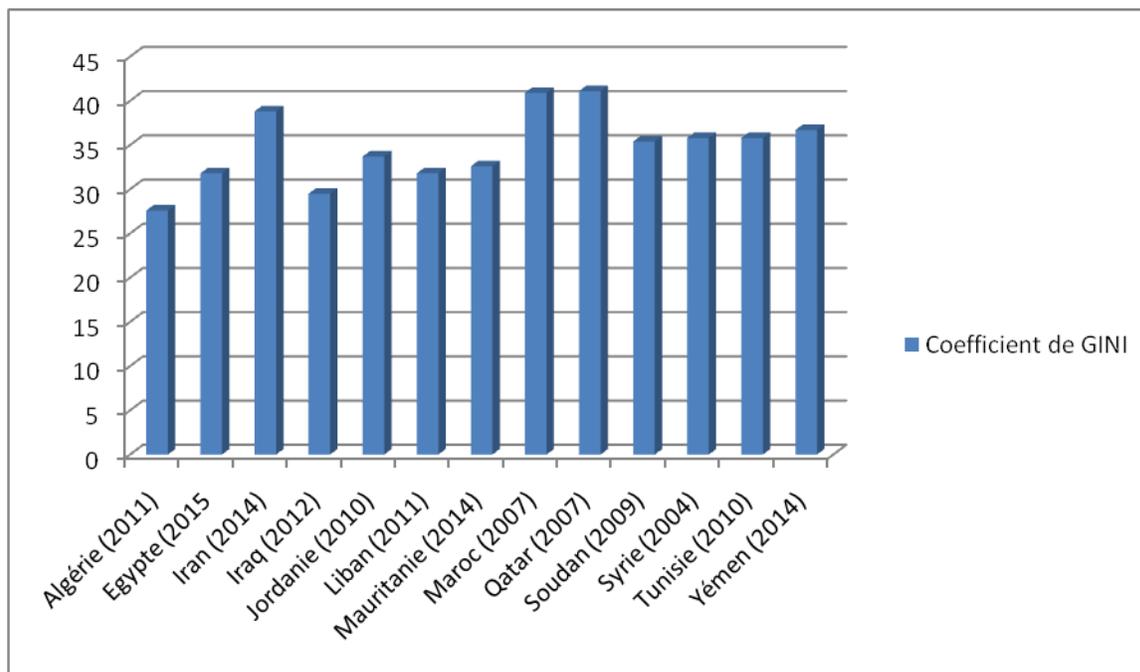
- L'inégalité dans la région MENA

L'inégalité dans la distribution des revenus peut être mesurée par le coefficient de Gini. Ce dernier témoigne du niveau de distribution des revenus. Il varie entre 0 (pour les pays où la distribution des revenus est égale) et 1 (pour les pays où le revenu est détenu par une seule personne).

Dans le cas de la région MENA, le coefficient de GINI semble être nettement plus inférieur que dans d'autres régions du monde. A titre d'exemple, il atteint 57.1% pour la Zambie et 60.5 pour Botswana.

Croissance inclusif et lutte contre la pauvreté dans la région MENA

Figure 2 : Coefficient de GINI dans certains pays de la région MENA



Source : Auteur, selon les données de la banque mondiale.

b. Politique de développement et de lutte contre la pauvreté dans la région MENA

Bien que la région MENA enregistre en moyenne un faible taux de pauvreté extrême, une amélioration du niveau de l'éducation et une meilleure prospérité, elle souffre néanmoins de la pauvreté (dans son sens large), qui apparaît sous forme d'un taux de chômage élevé, d'une liberté individuelle élevée et d'une inégalité dans la distribution des revenus surtout dans certains pays de la région.

Plusieurs politiques de développement sont envisageables dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'inégalité dans la région MENA. Nous présentons dans la discussion ci-dessous quelques-unes des mesures à prendre en considération.

- Encourager le secteur privé et l'entrepreneuriat : ceci permet de dynamiser l'investissement et de créer plus d'emplois.
- Lutter contre la bureaucratie et la corruption : la bureaucratie et la corruption sont des facteurs qui entravent l'investissement et ralentissent la croissance économique. Ainsi, la création de l'emploi devient plus rare. Aussi, la corruption contribue à une distribution inégale des revenus.
- Favoriser l'inclusion financière : l'inclusion financière sous-entend l'accès de la population aux services bancaires et financiers. Selon la Banque mondiale, l'inclusion financière est l'une des mesures qui permet de lutter contre la pauvreté. En ayant au moins un compte

bancaire, un individu peut se procurer un financement pour son projet d'investissement ou pour améliorer ses conditions de vie.

- Améliorer l'efficacité du secteur publique
- Améliorer les conditions sociales (l'éducation et la santé), A titre d'exemple, les réformes du secteur de l'éducation doit encourager l'emploi individuel, introduire les nouvelles approches pédagogiques comme l'apprentissage par pratique, ou encore, consolider le lien entre les universités et les travailleurs (BAD, 2015).
- Favoriser les politiques du développement durable : en favorisant le financement de l'investissement durable comme dans les énergies renouvelables et les ressources en eaux. A titre d'exemple le programme d'exploitation des eaux du Nil proposé par la Banque mondiale.

V. Conclusion

Dans cet article, nous avons étudié le phénomène de la pauvreté, de l'inégalité et des défis de développement sur le plan théorique comme sur le plan pratique. Après avoir introduit le concept de la performance, nous avons souligné l'idée que la pauvreté du monde contemporain couvre plusieurs facteurs négligés auparavant comme l'éducation, la santé, la nutrition, les relations entre les sexes, la liberté individuelle, le statut ethnique et culturel.

Or, pour lutter contre la pauvreté, les revenus doivent être distribués équitablement. Ces revenus sont le fruit d'une croissance économique durable et soutenu. D'où, nous avons introduit le concept de la croissance inclusive que nous pensons être nécessaires pour une meilleure distribution des revenus.

Enfin, l'analyse empirique de la région MENA indique que la pauvreté extrême a nettement diminuer depuis les années 80. Cette diminution est due aux programmes de développement, aux réformes et à la hausse des prix de pétrole (en ce qui concerne les pays riche en cette matière première). Toutefois, les conflits qui ont touché la région ces derniers temps ont contribué à une hausse du phénomène surtout dans les pays les plus démunis (Yémen et Soudan).

L'analyse de la prospérité confirme l'hétérogénéité des économies de la région. Ainsi, certains pays de la région jouissent d'une certaine prospérité. Alors que plusieurs pays souffrent encore de la pauvreté dans son sens contemporains. D'où, nous pensons que la région doit prendre des mesures pour améliorer le bien-être de la population, et ce en adoptant les politiques suivantes :

- Réduire les obstacles à l'investissement privé et favoriser l'entrepreneuriat en adoptant des programmes qui réunissent l'éducation, l'enseignement supérieur et le marché du travail.
- Assurer la stabilité politique et sociale, c'est-à-dire garantir la sécurité dans la région, tout en prenant en considération le point de vue de la société civile dans la prise de décision.

Enfin, les pays de la région MENA doivent unifier leurs efforts pour lutter contre la pauvreté et l'inégalité et améliorer le bien être de la population. Ainsi, une intégration économique entre ces pays permettrait la libre circulation de la main d'œuvres et des capitaux et engendrait un marché de grande taille qui offre davantage des opportunités d'emplois et d'investissement.

Bibliographie:

- (n.d.). Retrieved 12 23, 2018, from wordbank: www.wordbank.com
- (n.d.). Retrieved 12 23, 2018, from prosperty: www.prosperty.com
- Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). (2000). *Vaincre la pauvreté humaine* .
- BAD, B. A. (2015). *Pour une réforme fondamentale des modes d'enseignement dans la région MENA*. Afrique du Nord: Document de travail. Série sur les notes de politiques en Afrique du Nord.
- Benicourt, E. (2001). La pauvreté selon le PNUD et la Banque mondiale . *Études rurales* , 11-12.
- Bourguignon, F. (2004). LE TRIANGLE PAUVRETÉ - CROISSANCE – INÉGALITÉS . *Afrique contemporaine* , 29-56.
- Elena Ianchovichina, S. L. (2009). *Inclusive Growth Analytics: Framework and Application*. états unis d'amérique: World Bank Policy Research Working Paper No. 4851.
- FEMISE. (2012). *le partenariat Euro-méditerranéen : La saison des choix*.
- Lamia Mokaddem, G. B. (2011). Croissance pro-pauvres dans des pays du Moyen- Orient et de l'Afrique du Nord . *Revue d'économie du développement* , 77.
- *onu*. (n.d.). Retrieved 12 23, 2018, from *onu*: www.onu.com
- Rodrik, D. (2000). Croissance ou lutte contre la pauvreté Un débat futile. *Finances & Développement* , 08.
- TABI, H. N. (2008). *DECENTRALISATION ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE AU CAMEROUN*. word bank.
- Wagle, U. (2002). Repenser la pauvreté : définition et mesure . *Revue internationale des sciences sociales* , 182-184.